
Le développement durable : est-il possible? est-il mesurable?

Beddi NASREDDINE Maitre de Conférence, (n_beddi@yahoo.fr)

Belmokaddem MOSTEFA Professeur, (belmo_mus@yahoo.fr)

Faculté des sciences économiques, des sciences de gestion et des sciences commerciales Université de Tlemcen (Algérie)

Résumé

A la première question, nous répondrons bien sûr, par l'affirmative puisque tous les pays sont engagés dans une nouvelle approche du développement qui ne consiste pas seulement à produire le plus de biens et au moindre coût, afin de vendre beaucoup et réaliser de grands profits. C'était la vision en vigueur dans toutes les techniques de gestion mais on s'est rendu compte que cette production, supposée au moindre coût, était en fait, souvent d'un coût exorbitant, relativement aux dégâts occasionnés dans l'environnement et dans les nuisances occasionnées à la santé de l'homme et à sa tranquillité. Il est temps d'inclure d'autres variables dans le calcul du prix de revient tout en revoyant certaines techniques de production trop salissantes, dangereuses ou grosses consommatrices d'énergie. Nous répondrons aussi par la négative quand on pense qu'au niveau micro économique, les comportements sont édictés par les satisfactions immédiates et les maximisations des profits. Ces comportements qui ne s'intéressent qu'aux résultats à court terme, ne s'intègrent pas facilement dans les plans de développement visant les équilibres macro économiques à long terme.

A la deuxième question, nous dirons qu'il y a effectivement des indicateurs pour tester les niveaux de qualité dans l'éducation, la santé, les ressources naturelles... et les gains tirés au niveau social mais les calculs économiques qui déterminent la rentabilité des projets, les profits espérés, les risques financiers encourus ne sont pas toujours en rapport avec les efforts pour réaliser le développement durable qui, eux dépassent la simple notion d'efficacité et de satisfaction. Quand on pense aux générations futures, ce n'est pas seulement en termes de durée dans le temps mais aussi dans la manière d'apprécier les gains espérés.

Notre recherche repose sur ces questions qui minent bien des efforts alors qu'il faut armer cette nouvelle approche du développement, en outils conceptuels

adéquats afin de lui donner toutes les chances de réussir.

Dans un premier temps, nous essaierons d'analyser les objectifs du développement durable et voir en quoi, ce dernier diffère-t-il de l'approche traditionnelle du développement économique. Y a-t-il complémentarité ou rupture entre ces deux approches ? Dans la première optique, il faut harmoniser les outils d'analyse ; dans la deuxième optique, on considère qu'il y a rupture et par conséquent il faut introduire d'autres concepts ou leur donner un sens différent.

Par la suite, nous essaierons de montrer combien il est impératif de recourir à cette notion de développement durable qui, remettant l'Homme au centre des objectifs économiques, est en train de gagner grandement en importance dans les recherches actuelles. A travers quelques exemples puisés notamment dans l'éducation et l'environnement, nous essaierons de montrer qu'il y a non seulement nécessité mais urgence à réviser notre conception sur la notion de production et de consommation afin d'éviter l'irréparable. L'épuisement des réserves pétrolières, l'extension de certaines maladies et le réchauffement de la planète sont déjà les premiers signes qui nous incitent à une réflexion plus profonde sur la notion de développement économique.

Il n'est pas encore temps de faire un bilan mais à travers certains exemples, on peut doré et déjà ouvrir un débat sur la révision de certains concepts et proposer des indicateurs sur le développement durable, indicateurs qui peuvent compléter ceux existants sur le développement humain.

Nous montrerons surtout comment certaines décisions actuelles vont compromettre sérieusement les efforts pour un développement durable ; nous montrerons surtout qu'il est plus difficile de réparer certaines erreurs que d'entamer la construction du monde de demain. Nous considérons que les pays sous développés sont particulièrement privilégiés dans ce sens, à condition qu'ils s'orientent dès maintenant dans un processus de développement moins destructif.

Introduction

Au concept de développement économique, utilisé jusqu'à la fin du siècle dernier, il semble qu'on préfère actuellement, le concept de développement durable qui prend plus en considération des variables environnementales et humaines, jusqu'alors sous évaluées ou catégoriquement omises dans les calculs économiques. Cependant, cette notion de développement durable n'est pas tout à fait claire, même si elle est devenue courante au point d'être largement évoquée dans tous les domaines économiques et sociaux. Elle reste surtout l'objet d'un débat qui, tout en la contestant dans ses multiples préoccupations, est en train de l'étendre, au point de la rendre indispensable

dans toute analyse économique actuelle. Cela tient en partie au fait que le problème de développement n'a jamais cessé d'intéresser les chercheurs à cause de sa complexité et de son importance stratégique pour l'amélioration du sort de toute l'Humanité.

On l'oublie trop souvent peut être mais le développement intéresse toutes les nations du monde même si les pays pauvres en sont dans un besoin plus urgent, pour combler leur retard et enfin avancer au rythme de ce siècle qui promet tant de changements eu égard à toute la technologie existante. La mondialisation (pour les plus optimistes au moins) ne semble viser qu'à ce nivellement de tous les pays pour pouvoir enfin réaliser un niveau de prospérité acceptable pour toutes les nations. Car c'est sûrement la prospérité pour tous, que la croissance économique se propose d'assurer d'une manière durable à toutes les populations.

Le développement économique est donc la voie incontournable que cherchent à suivre toutes les nations pour éviter de tomber dans la stagnation et ainsi accumuler les retards et les difficultés au sein de leurs sociétés mais c'est le développement durable qui, à cause de ses multiples interprétations, qui continue à soulever des interrogations et parfois même des contestations. Avant donc de continuer notre analyse, nous voulons préciser cette notion afin de clarifier notre interprétation car c'est sur cette dernière que seront fondés nos résultats et notre conclusion.

I - Développement durable

La notion est en fait ambiguë car existe-t-il un développement durable et un développement non durable ? En fait, il existe un développement qui, organisant l'appareil de production, permet à cette dernière de croître d'une manière continue, voire même d'une manière optimale. Basé sur le progrès technique et la maîtrise technologique, le développement apparaît comme un processus de rationalisation qui mène directement vers la modernisation des institutions et la compétitivité dans le marché. Dans ce sens, toutes les théories du développement restent encore valables ; les multiples modèles expérimentés par de nombreux pays qui ont atteint des niveaux élevés dans le domaine de la production, peuvent toujours servir comme des exemples de réussite.

Pourtant, le concept de développement durable est en train d'acquiescer une part de plus de plus grande dans la pensée économique ; étant né dans la contestation et dans la consolidation des structures de production, il apparaît aujourd'hui comme un outil précieux dans la nouvelle stratégie en vue d'atteindre la prospérité économique.

A- La contestation

C'est dans les années soixante du siècle dernier qu'apparurent de nombreuses remises en question des schémas de développement, en pratique dans les pays riches. Paradoxalement, ce n'est pas leur inefficacité qu'on leur reproche mais bien leurs grandes performances. C'était en pleine guerre froide et les rivalités entre les deux blocs se manifestaient dans tous les champs de confrontation. Le champ économique était spécialement désigné pour une compétition farouche dans tous les secteurs d'activité. L'économie était donc le lieu où s'exerçaient toutes les démonstrations entre les super blocs, pour prouver leur force et leur avance technologique. Les pays sous développés qui entraient timidement dans l'expérience du développement, se trouvaient devant deux modèles (le modèle capitaliste et le modèle socialiste) dont chacune des deux grandes puissances, se disputait la suprématie pour étendre son influence dans le monde. Dans cette fièvre de développement généralisé, les démonstrations de force redoublaient d'ardeur et la croissance dans l'un et l'autre camp, ne semblait connaître aucune limite.

Il s'agissait de montrer lequel des deux systèmes (libéral ou socialiste) est préférable ; les chiffres étaient les seuls critères de comparaison. Les chiffres sur la production d'acier, de blé, de machines, de voitures, d'avions, de chars, d'armement...

Dans ce climat fortement tendu, la croissance économique devenait un champ de bataille avec tous les risques de débordements qui pouvaient s'ensuivre. En devenant de plus en plus nombreuses, les zones de frictions multipliaient les confrontations directes et tendaient, à la limite, vers une déflagration généralisée où, paradoxalement, il n'y aura aucun vainqueur puisque l'Humanité entière aura été anéantie dans une guerre nucléaire. L'économie au service de la destruction, n'est-ce pas déjà le premier paradoxe alors que l'objet de l'activité humaine est la recherche du bien être ?

Déjà, la nature avait payé un lourd tribut dans cette escalade, sans que l'on s'inquiétât de tous ces dommages causés à l'environnement. On ne pensait alors qu'aux chiffres permettant de mesurer les forces ou les faiblesses de l'adversaire et aux moyens à mettre en œuvre pour le surpasser. Le résultat de cette guerre économique fut aussi spectaculaire que catastrophique .

1 - Résultat spectaculaire

Cette compétition sans merci avait stimulé la créativité à un degré tel que les prouesses technologiques ne semblaient plus connaître de limite. De la multiplication des produits nouveaux à leurs production en série jusqu'à la course vers l'espace, le boom économique sidérait les plus sceptiques tout en encourageant à plus de combativité. L'économie puisait dans une idéologie

belliqueuse et dans un patriotisme outrancier, toutes les ardeurs dont elle avait besoin pour atteindre les objectifs les plus ambitieux. Les fameux plans quinquennaux des pays soviétiques exaltaient l'enthousiasme communiste et les défis américains promettaient tous les rêves de l'abondance.

Sans vouloir trop s'attarder sur cette période d'après guerre qui n'a pas cessé de susciter des critiques véhémentes, il convient de reconnaître tout de même que les résultats furent éblouissants tant dans la production que dans le progrès économique. Même les pays colonisés, ayant retrouvé leur liberté, ont commencé, difficilement certes mais avec acharnement, leur industrialisation. L'amélioration des conditions de vie des populations a été nettement visible, si bien qu'on peut dire qu'après la 2^{ème} guerre, le monde s'est rapidement métamorphosé, passant d'une économie archaïque et misérable à une économie moderne et prospère. Le bien être qui en a résulté, va faire malheureusement oublier tous les effets négatifs. Il n'était surtout pas question de voir toute cette dégradation de l'environnement qu'on sacrifiait facilement pour quelques produits de plus car il ne fallait pas ternir cette ère de l'opulence.

2 - Résultat catastrophique

De nombreux spécialistes allaient sonner l'alarme sur les méfaits de toutes les nuisances sur l'équilibre de l'environnement et de l'Homme. D'abord réduits à quelques voix discordantes, le réveil ne tarda pas à se généraliser pour exiger un autre comportement avant que cela ne soit trop tard. La nouvelle réalité allait démentir tous les chiffres économiques et ce n'est que lentement que l'opinion se laissa gagner par les arguments avancés par les écologistes, les biologistes, les moralistes, les nutritionnistes.

Ce qui n'était au début, qu'un mouvement marginal groupé sous la bannière des « verts », allait se révéler comme une véritable force politique et sociale qui réclamait les changements dans les calculs économiques. Dans ces derniers, il ne fallait plus que la nature paie le prix et que l'homme subisse les pires calamités à terme. Car l'homme était menacé dans son équilibre et même dans son existence, en continuant à dégrader la planète avec tant d'inconscience. La pollution atmosphérique, l'abus des pesticides dans les cultures, la disparition de certaines espèces animales ou végétales, le réchauffement climatique . Sont les premiers signes de la conséquence d'une industrialisation qui, visant à produire plus, a exclus l'homme de ses calculs.

B - Les nouvelles forces de contestation

Alors que le développement économique enregistrait des performances inégalées, il advint que de nombreuses voix commençaient à se soulever

contre cette croissance qui menaçait l'homme et même la planète dans laquelle il vit. Des écologistes, des pacifistes, des utopistes, des humanistes, des intellectuels . rappelaient constamment le désastre, souvent irréversible, qu'occasionnait cette démonstration de force économique qui s'exerçait au nom de la prospérité. C'est à ce moment qu'un groupe de réflexion se développa sous le nom de Club de Rome, en 1968 pour dénoncer les abus de cette croissance effrénée, en clamant à tous : « Halte à la croissance ! » pour sauver la planète. Nul ne pouvait imaginer comment arrêter la croissance sans un retour évident vers la misère. Pourtant il faut seulement remettre l'homme au centre de l'économie et surtout considérer que les ressources naturelles ne sont ni gratuites ni inépuisables. Dans les calculs de la production, on ne comptait nullement tous les dégâts occasionnés à l'environnement, pas plus qu'on ne comptait les nuisances, les gaspillages de l'espace et de toutes les ressources naturelles, la dégradation des forêts et la pollution des mers

Dans le rapport du Club de Rome paru en 1973, le monde découvrit avec un mélange de scepticisme et de révolte, la réalité des prouesses technologiques et l'autre facette de la croissance économique. Tous les chiffres étaient effarants : l'équilibre naturel était menacé et c'est toute la planète qui courait vers un grave danger et cela à cause des dommages causés par un appareil de production, devenu endiablé, qui ne visait qu'à une croissance économique toujours plus grande et cela quel qu'en soit le prix. Mais fallait-il poursuivre un sentier de croissance élevé, même au prix de la destruction de l'homme, de son biotope et de tout son univers ? La question ne mérite même pas une réponse.

II - Une nouvelle approche de la croissance

Comme la croissance était la cause de tous les méfaits enregistrés dans l'environnement, « Halte à la croissance ! » fut la première recommandation pour ne pas aggraver la situation, à défaut de remédier à tous les dommages causés et dont certains étaient déjà irréparables.

Oui, mais arrêter la croissance, n'est-ce pas mettre fin au progrès et à la prospérité ? Devrait-on choisir entre la croissance, tout en acceptant toutes ses nuisances ou arrêter les causes de ces nuisances en mettant fin à la croissance ? Le choix est dans ce cas douloureux mais comme on ne peut pas plus arrêter le progrès que la marche de l'Histoire, l'Humanité semble condamnée à avancer vers le progrès tout en travaillant à sa propre destruction.

En pratique donc, allait-on vers la fin de la croissance économique, comme le suggérait le Club de Rome ? Dans ce cas, ce serait la fin du progrès et le retour vers l'état naturel. Non. Il n'est pas question d'arrêter le progrès et la recherche du confort pour le plus grand bien être de l'Homme ; il faut

seulement redéfinir la croissance et lui enlever ce caractère belliqueux, tout en intégrant de nouveaux éléments dans le calcul des coûts de fabrication.

D'abord, il faut encourager les efforts pour la paix dans le monde. La course aux armements, tout en nécessitant de grands efforts dans la production, ne faisaient qu'alourdir les stocks de destruction, Ces derniers, non seulement n'assuraient pas la prospérité de l'homme mais attisaient des zones de frictions qui risquaient de précipiter le monde dans une guerre généralisée. Or tout le monde pense que dans une 3^{ème} guerre mondiale, l'Homme a peu de chance de survivre, tant l'arsenal de destruction est suffisant pour mettre fin à toute vie dans la planète. La course aux armements n'a plus de sens dans un monde où l'industrie lui donne amplement la possibilité de s'autodétruire.

Derrière la diminution des efforts de guerre, il s'agit de mesurer les chances de survie de l'Homme dans un monde qui n'a pas encore tranché définitivement pour le choix de la paix même si les risques d'une confrontation généralisée sont devenus nettement inférieurs par rapport à la fin du siècle dernier. Il faut retenir que le ralentissement de la course aux armements, permet de replacer l'homme et ses aspirations à la vie, dans la course à l'industrialisation. En conséquence, il faut trouver de nouveaux créneaux de fabrication et s'orienter vers une industrie plus attentive au bien être de l'Homme et à l'équilibre de la nature.

Les pays sous développés ne sont pas moins concernés par cet effort de paix. Evoluant dans une instabilité du pouvoir, ils connaissent des violences sociales qui ont des origines diverses (rivalités tribales, inégalités et injustices économiques, avidité de hauts responsables locaux), ils répondent par la répression au niveau intérieur, ce qui exige de l'armement pour les forces militaires et policières. Dans les cas limites, certains pays en grandes difficultés, n'hésitent pas à déclarer la guerre au pays voisin pour le punir de son appui à un clan rival, ou tout simplement pour détourner l'attention ou réveiller le sentiment patriotique juste pour renforcer la cohésion nationale et surtout maintenir le pouvoir en place. En fait, les pays sous développés vivent dans une tension où la guerre n'est jamais totalement oubliée, aussi le surarmement pour des motifs de « souveraineté » ou pour le maintien des régimes totalitaires, occupe-t-il une grande partie de leurs dépenses publiques. Ces dépenses réduisent d'autant leur effort d'investissement et par conséquent, leur croissance économique. Paradoxalement cela encourage les industries d'armement dans les pays développés qui tirent de grands bénéfices.

Le problème est encore plus grave pour les pays sous développés qui constituent souvent des lieux de confrontations entre les puissances, fortement jalouses de leurs zones d'influence ; ils servent souvent de terrains d'essai pour les nouvelles armes aux effets de plus en plus destructeurs. Cet

intérêt stratégique maintient un climat de menace permanente et encourage les régimes belliqueux à s'occuper plus des préparatifs de la guerre que des problèmes de croissance économique.

A- La paix au niveau internationale

Cette « richesse » d'armements n'apporte pas tout le confort à l'homme même si elle lui procure un sentiment de sécurité qui n'est cependant rien en rapport avec le climat de menace et de tension dans lequel il vit. Nous comprenons que les efforts pour la paix dans le monde, sont les premiers appuis pour une nouvelle conception de la croissance économique, celle qui place l'Homme aux premiers rangs de ses préoccupations et qui doit assurer durablement le bien être à la société.

Bien que les mouvements pacifistes s'étendent de plus en plus dans le monde, les idées bellicistes restent encore dominantes pour privilégier les calculs égoïstes et les intérêts obscurs de quelques groupes sociaux au pouvoir. Ces derniers se cachent le plus souvent, derrière les arguments racistes, ultra nationalistes et colonialistes pour susciter la méfiance et appuyer leurs motifs de sécurité avec le recours à la répression. Selon eux, une nation forte ne peut l'être que par son stock d'armement qui doit lui servir de dissuasion et de couverture en cas de conflits. Ils ont malheureusement raison sur bien des points, tant les sources de conflits restent encore présents dans un monde peu stable et aussi à cause des menaces terroristes qui ne font qu'éloigner les horizons d'un développement durable.

Pourtant, partout des voix pacifistes et humanistes s'élèvent et se multiplient ; elles démontrent qu'une guerre ne profite à aucun de ses protagonistes puisqu'elle n'apporte que la ruine et la destruction. Le monde semble (lentement encore) s'orienter vers la raison grâce à la multiplication des forums où l'on privilégie les dialogues et les médiations pour résoudre les litiges. Un grand succès est déjà enregistré avec l'interdiction des essais nucléaires à l'air libre, l'interdiction d'utiliser des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, en attendant l'interdiction de recourir à l'usage de la guerre pour résoudre les conflits comme le stipule une clause de la charte des Nations Unies.

B - La stabilité interne

La stabilité interne est absolument nécessaire pour le renforcement d'un véritable développement durable. Ce fait intéresse plus particulièrement les pays sous développés qui vivent dans un climat de violence endémique, plutôt malsain pour une croissance économique soutenue dans le temps. Les dirigeants affirment que le surarmement et le recours à la répression sont

nécessaires pour maintenir l'ordre et permettre le fonctionnement des activités économiques. Là encore, les faits leur donnent beaucoup raison puisqu'ils arrivent à assurer une certaine paix sociale dans le pays et même à susciter un regain de croissance économique. Le plus souvent ce ne sont que des apparences !

En effet il suffit d'un seul coup de vent de contestation pour remettre les choses à leur case de départ. Cette contestation peut être étouffée mais non éteinte ; elle se nourrit des injustices, des inégalités sociales prononcées et érige ses bastions dans les quartiers pauvres et auprès des couches les plus défavorisées. Elle attend alors la moindre étincelle pour éclater au grand jour et saper tous les efforts de développement. C'est pourquoi le développement durable vise à renforcer les organes de justice, d'éducation et de répartitions. Il met en œuvre toutes les structures de dialogues à travers la liberté de penser, à travers les choix démocratiques et à travers l'égalité des chances afin de garantir la stabilité sociale d'une manière durable et efficace. Cela exige des moyens puisqu'il faut investir dans des domaines qui n'ont des effets qu'à long terme tout en présentant l'inconvénient de n'être ni trop visibles matériellement ni spectaculaires politiquement.

Beaucoup de pays sous développés, particulièrement les pays africains, éprouvent des difficultés à se maintenir dans un sentier de croissance économique. L'instabilité caractérise leur vie politique et sociale et cela les empêche à réaliser leurs objectifs économiques tout en dissuadant les investisseurs nationaux et étrangers à engager leurs capitaux. L'aggravation du chômage et de la misère ne feront que maintenir le pays dans une situation explosive.

L'expérience Algérienne mérite d'être rappelée dans ce contexte. Grossièrement, elle a connu trois phases ; la phase de course au développement, une phase de crise sociale et enfin la phase actuelle qui s'inscrit dans le cadre d'un développement durable.

1- La première phase

Jusqu'à la fin des années 80 du siècle dernier, l'Algérie se concentra dans un ambitieux programme d'industrialisation du pays. Les fameux plans quadriennaux puis quinquennaux, tous centralisés et rigides, enregistraient un nombre d'usines de plus en plus grand et nul ne doutait que le décollage était enfin atteint.

2 - La deuxième phase

Pourtant il a suffi d'une vague de mécontentement populaire pour déclencher la violence et saper toute cette base économique qui demanda tant

d'effort et de sacrifice. C'est en fait tout le pays qui plongeait durant toute cette dernière décennie du siècle dernier, dans une grave crise politique et sociale dont les séquelles ne sont pas totalement effacées jusqu'à nos jours. Quelles en sont les causes ?

On ne peut fournir tous les éclaircissements sur cette phase qui demeure, en bien des points, encore obscure. Cependant, nous pouvons juste faire remarquer que cette même période a coïncidé, sur le plan international, avec de nombreux changements dont la chute du mur de Berlin, l'effondrement du bloc soviétique, les premières esquisses de la mondialisation et (pourquoi pas?) les premières affirmations du développement durable .

Certes, cela n'expliquant pas tout : il faut seulement noter que tout effort économique reste fragile s'il ne s'appuie pas sur de profondes réformes au niveau politique et social dans lesquelles il s'agit de mettre en œuvre des lois et des institutions pour lutter contre les discriminations, les inégalités sociales et la corruption qui sont sources des frustrations et d'instabilité. Pour cela, des institutions solides et efficaces sont à créer pour permettre l'émergence des compétences, le dialogue et la justice sociale c'est-à-dire tous les éléments organisationnels et qualitatifs qui sont aptes à garantir d'une manière régulière et durable le développement économique.

3 - La phase actuelle

L'Algérie semble avoir retenu la leçon d'une crise dont les effets sont encore visibles jusqu'à nos jours. D'abord la libéralisation de son économie a permis de réhabiliter l'initiative privée tout en s'appuyant sur des réformes institutionnelles pour lutter contre les distorsions qui risquent de porter gravement atteinte à l'équilibre économique et sociale.

Son dernier plan quinquennal s'articule principalement autour de trois axes: formation, logement et infrastructure. On cherche avant tout, à consolider les bases de l'économie et de l'entente sociale. D'abord, l'éducation reprend la place qui lui est échue dans toute économie moderne. Un ambitieux programme de construction de logements sociaux dont on comprend aisément l'importance pour une population qui souffre gravement de la précarité et de l'insalubrité dans son cadre d'existence. Enfin la construction des routes pour moderniser et renforcer un réseau qui demeure encore vétuste et source de nombreux accidents.

C - La menace de l'échec

Malgré toutes les volontés, la menace de l'échec n'est pas totalement écartée à cause de toutes les résistances qui restent encore présentes tant dans la sphère politique qu'économique que sociale. Le passé ne cède pas facilement

la voie au futur et les rentiers de l'ancien régime ne renoncent pas facilement à leurs privilèges. Sur le plan économique, le développement porte encore les marques d'une fragilité qui ne le met pas sur un sentier durable. L'Algérie n'est pas seule à affronter les résistances à ces réformes dont la réussite constitue la condition pour renouer avec une croissance soutenue dans le temps. Tous les pays sous développés craignent ce retour à une situation chaotique et beaucoup de pays africains se débattent encore dans des difficultés qui les éloignent d'autant de la perspective d'un retour à une situation stable et équilibrée.

En effet, le développement durable suppose des réformes profondes où seules la transparence, la compétence et la liberté inspirent les institutions dans leur fonctionnement. Certains pays sous développés ont su entreprendre ces réformes ; ils ont acquis la stabilité, la crédibilité et la compétence. Leur économie, devenue attractive pour les capitaux étrangers, a subi de fortes stimulations pour ses productions et pour ses exportations. Certains pays, auparavant sous développés et au bord de la famine, comptent maintenant parmi les pays émergents. Nous citons les cas récents de l'Inde et de la Chine, ces géants actuels qui ont montré que le modèle de développement n'est pas difficile si on l'applique méthodiquement à sa base.

Ayant développé leur industrie, ces pays se trouvent confrontés à un problème écologique grave, problème que rencontrent tous les pays industrialisés.

III - La préservation de la nature

L'industrialisation est un phénomène relativement récent dans l'Histoire humaine. Par son gain en productivité, elle a permis un enrichissement immense de toutes les nations. Par ses nuisances, elle est à ce titre, la plus incriminée dans tous les problèmes de pollution et de destruction de l'environnement. Néanmoins, elle reste synonyme de progrès et de développement ; C'est pourquoi tous les pays s'y sont mis afin de produire le plus possible pour leur consommation et pour leur exportation. Les usines et la concentration urbaine sont devenues les nouveaux paysages dans lesquels l'homme se sentit rapidement exclu des calculs et des préoccupations qui restent axés sur la maximisation de la production et des profits.

Les biens sont produits à une grande échelle sans arriver cependant, à satisfaire des besoins de plus en plus nombreux. Aussi malgré l'abondance matérielle, l'homme se sentit-il plus frustré ; il convoite les produits nouveaux qu'il n'a pas encore achetés et néglige tous les biens qu'il possède et qui sont sensés lui procurer tout le bien être nécessaire. L'industrialisation reste le seul moyen pour répondre aux besoins croissants des consommateurs mais ses exigences semblent dépasser ses promesses.

Dans ce modèle de société (appelée société de consommation), la population semble atteinte d'une boulimie ; sa raison d'être se limite à consommer toujours plus, pour stimuler un secteur de production dont on redoute l'essoufflement. Pour cela, on n'hésite pas à procéder à la destruction du surplus dont on veut se débarrasser rapidement pour produire (et acheter) en plus grande quantité, de nouveaux produits. La consommation qui devait procurer un bien être à l'homme, devient la source de ses insatisfactions et par l'endettement qu'elle suscite, elle devient cause de sa ruine.

Nous ne cherchons pas à démontrer que l'industrialisation est néfaste alors qu'elle a permis à l'Humanité d'entrer dans une véritable ère de l'opulence. Le développement durable, cherchant à limiter les destructions tout en garantissant plus de bien être à l'homme, conteste ce modèle d'organisation sociale sous deux angles.

A - Dans les comportements

L'homme ne doit pas se limiter à vivre pour seulement consommer. L'éducation, le sport, la création, les loisirs, les activités artistiques, sont importants pour sa santé et son épanouissement social. Ils permettent surtout un équilibre réel et durable au sein de la société. Des infrastructures et des équipements sont alors à encourager pour l'exercice de ces activités qui visent à renforcer la personnalité, la créativité, la responsabilité et l'équilibre moral.

Les adeptes du développement durable, insistent sur cet aspect comportemental et invitent tous les pédagogues, les médecins, les artistes à œuvrer dans ce sens. La lutte contre la cigarette (et donc contre l'industrie du tabac) est en train de se généraliser à tous les pays en attendant une mobilisation plus intense contre la drogue, l'alcool, la suralimentation....

B - Dans la manière de produire

La difficulté est très grande à ce niveau, puisqu'il faut instaurer (et obliger si nécessaire) le recours à une technologie de fabrication plus propre et moins agressive envers l'homme et son écosystème.

Une croissance économique élevée est certes souhaitable mais ses effets pervers doivent être réduits à leur minimum. Ces effets pervers qui sont les effets indésirables de la politique d'industrialisation, sont multiples. Ils sont inévitables selon les producteurs qui recommandent aux consommateurs de profiter des bienfaits de la croissance tout en supportant certains désagréments. Pour les protecteurs de l'environnement, il faut recourir à des technologies moins salissantes et cela est possible pour peu que les pays renforcent leur budget de la recherche dans les nouvelles technologies et que les producteurs soient prêts à déboursier un peu plus d'argent en respectant les normes de

fabrication comme l'utilisation de filtres, le traitement des eaux, le recyclage des déchets .

Il faut surtout inclure l'environnement dans les nouveaux calculs et ne plus considérer les ressources naturelles (l'eau, l'air, les mers, les forêts .) comme des ressources gratuites et donc, qu'on peut gaspiller, détruire ou utiliser sans compter.

IV - De nouveaux militants

Ce sont les écologistes surtout qui ont été aux premiers rangs dans les combats pour protéger la nature. Leur nombre va vite grossir, suite à la publication des images désastreuses de notre planète, par les journaux et la télévision. La prise de conscience est générale et mobilise déjà une bonne partie des scientifiques et de l'opinion publique. Prônant une nouvelle idéologie*, ils en sont devenus des militants et, devenant de plus en plus nombreux dans le monde, ils sont en train de constituer une véritable force politique et sociale.

Sonnant partout l'alarme contre la destruction incontrôlée des ressources naturelles, la dégradation de l'environnement, la déforestation à outrance, la pollution atmosphérique, l'empoisonnement des rivières et des nappes phréatiques dont les effets sont souvent irréversibles, ils ont fini par sensibiliser une grande partie de la population mondiale qui ne ressent plus la nécessité de continuer le chemin vers cette folie. Car il ne s'agit plus seulement de la santé de l'homme et de son bien être tant certaines dégradations ont fini par menacer l'équilibre de la planète ; par conséquent c'est la survie même de l'espèce humaine qui se trouve en danger. Nous citons, le réchauffement de la planète, la montée du niveau des océans, les trous dans la couche d'ozone la disparition de certaines espèces animales ou végétales nous donne déjà les premiers signes d'une extinction généralisée de toute forme de vie sur cette planète. Ce constat est irréfutable et interpelle l'ensemble des Etats de la terre puisque tout le monde sait que la pollution de l'environnement n'a plus de frontière!

De nombreuses conférences internationales sur la terre (Rio de Janeiro, Kyoto, Copenhague) sont organisées périodiquement ; elles rassemblent les plus grands spécialistes ainsi que les chefs d'Etat, témoignant de l'intérêt croissant de la question et de l'urgence à limiter ces effets dévastateurs, à défaut d'une mise à leur fin.

* Baudin M. «Le développement durable: nouvelle idéologie du XXI ème siècle?» L'Harmattan Paris 2009

A- Les résistances

Ce furent donc les écologistes qui ont été à l'avant-garde de cette lutte pour un respect plus grand de notre biotope. Il est à craindre qu'ils se retrouvent les seuls en ligne, ce qui signifierait l'échec de l'homme et de tous ses efforts de développement. Les pays industrialisés commencent certes, à mesurer la gravité de leurs dégâts occasionnés à la nature. Des tas de déchets, des cours d'eau fortement pollués ainsi que les océans et jusqu'à l'air qui devient irrespirable. Plusieurs espèces végétales et animales ont déjà disparu, d'autres menacent de disparaître ou n'existent que grâce à des protections dans des réserves naturelles, menacées elles-mêmes de disparition pour cause de déficit budgétaire. L'homme lui-même, n'a pas échappé à ces abus d'exploitation de la nature puisqu'il y a eu développement de maladies chroniques, des contaminations, des pandémies

On pouvait penser que les pays pauvres, n'ayant pas de grandes zones industrielles, sont épargnés par ces effets négatifs ; bien au contraire, on s'est rendu compte que la pollution n'a pas de frontière. Les trous dans la couche d'ozone, le réchauffement climatique et la montée des niveaux des océans, les pluies acides, les contaminations radioactives interpellent toute la communauté internationale. La récente marée noire dans le golf de Mexique est en train de bouleverser toutes les activités halieutiques, touristiques de la région et de tout le continent.

Tout le monde a conscience de ce phénomène de nuisance mais aucun pays ne veut renoncer à sa politique d'industrialisation qui demeure le seul moyen de réaliser un taux de croissance économique élevé. En conséquence, avec les pays émergents, la surindustrialisation est en train de progresser et de s'étendre à tous les pays sous développés qui ne connaissent pas d'autres moyens pour rattraper leur retard économique. Pour rattraper ce retard, ils sont capables de payer tout le prix même au prix de la destruction de la nature comme l'ont déjà fait avant eux les pays riches actuellement.

Pourtant, faut-il lutter contre l'industrialisation ? Voilà ce qu'on prête (généralement à tort) à tous ceux qui défendent la nature. Il n'est ni possible ni souhaitable de revenir à la vie du premier millénaire. L'Histoire ne connaît que le mouvement vers l'avant, il s'agit pour l'homme de mieux domestiquer la technologie comme il l'a fait pour la nature.

L'industrialisation est synonyme de modernisme et notre bien être en dépend mais le problème vient de ce que le calcul des prix de revient est faussé puisqu'il ne tient pas compte des coûts dus à la dégradation de la nature. Tout vient de cette erreur d'estimation, puisqu'on considère que la nature est gratuite (donc sans coût) : chacun peut alors utiliser la terre, l'air, les forêts, l'eau gratuitement et abusivement. Les dépenses dues aux effets

négatifs de cette politique industrielle effrénée ne sont pratiquement pas comptabilisées bien que certains pays commencent à pénaliser les pollueurs. Mais ces pénalités ne sont pas généralisées et les pays rebutent à appliquer le principe du pollueur payeur, préconisé par toutes instances internationales du fait qu'il rend leurs produits moins concurrentiels dans le commerce mondial. Encore une fois le raisonnement économique ne veut pas se laisser emporter par des considérations « extérieures ».

B - Une nouvelle technologie

Le principe actuel est de privilégier les technologies de fabrication les plus silencieuses, les moins polluantes et surtout les moins gourmandes en énergie. Au nom de la rentabilité et de la compétitivité, les économistes sont en train de reconsidérer la nature. Cette dernière constitue un patrimoine limité dont il convient d'en prendre soin afin de pouvoir mener l'activité de production d'une manière durable et efficace.

Le problème se pose d'une manière plus grave en ce qui concerne certaines ressources naturelles épuisables dont on ne sait comment encore les remplacer. Ainsi en est-il du pétrole qui est en train de faire marcher toutes les industries de la planète et dont on commence à ressentir sa raréfaction. Bien sûr sa prospection est devenue plus intensive et après la station off shore qui fouille les fonds des océans, c'est la calotte glaciaire qui est visée dernièrement. Cela ne fait que retarder le terme de cette ressource fossile dont tout le monde sait qu'elle va en s'amenuisant. Il faut penser dès maintenant à remplacer le pétrole et à la reconversion de toutes les machines. Aura-t-on le temps de trouver une autre source d'énergie, plus propre, plus abondante et de préférence, largement renouvelable?

La question ne doit pas être posée puisque ses ressources sont déjà trouvées dans le vent, le soleil, la radio activité il suffit de les développer pour les exploiter d'une manière plus durable et donc plus continue. Ce sont les pays riches, fortement importateurs de pétroles, qui exploitent le plus, ces énergies nouvelles.

Les pays sous développés qui ont des réserves de pétrole dans leur sous sol, n'hésitent pas à surexploiter leurs puits afin de maximiser leurs recettes d'exportation. La plupart de ces pays ne cherchent pas à développer ces énergies nouvelles pour sauvegarder leurs réserves pétrolières à des générations prochaines. Le raisonnement paraît insoutenable dans le cadre actuel. Puisque ces pays ont du pétrole, pourquoi chercher d'autres sources d'énergie? Puisqu'ils ont besoin de l'argent, pourquoi n'exploitent-ils pas leur richesse? Ils ont raison dans les deux cas mais auront-ils raison dans le cas du futur?

V - Les indicateurs de développement

Le développement durable est une nouvelle approche du problème de développement. Sans rompre totalement avec l'ancienne conception, il est nécessaire de recourir à de nouveaux indicateurs pour situer les niveaux d'amélioration enregistrés. Il s'agit donc non de renoncer aux anciens indicateurs mais de les compléter afin d'avoir une image plus fidèle de la réalité.

Les indicateurs les plus utilisés jusqu'à présent, sont le PIB et le PIB par tête. Ils donnent certes, une idée sur la richesse du pays en question ou sur la richesse du citoyen moyen. Plus le chiffre est grand, plus le pays occupe une bonne place dans le classement par pays. Derrière le PIB, nul ne cherchait à savoir s'il s'agissait de la production de blé, de médicaments, de vins ou de canons. Le niveau de l'indicateur seul suffisait pour le classement des pays.

Le PIB par tête, donne une idée de la part de richesse qui revient au citoyen. On ne manquera pas alors de montrer que chaque américain, par exemple, a 3 voitures, 5 réfrigérateurs, 10 postes de télévision. Et tous les pays se trouvèrent engagés dans cette course où la boulimie n'aura plus de limite. Le pas est encore franchi quand on présente ce citoyen qui dispose d'un grand nombre de produits, comme le plus heureux du monde.

Le développement durable veut échapper à ces confusions puisqu'il se place dans une dimension différente:

D'abord, il privilégie le long terme puisqu'il a en vue une durée plus longue et plus continue. On cherche dans ce cas, à fortifier tous les éléments qui assurent une durée et une continuité à la croissance économique. Le gain important aujourd'hui, peut être moins élevé dans le futur et réciproquement, un gain peu important aujourd'hui, peut donner des fruits plus visibles dans le futur. Nous avons vu ce fait, durant la dernière crise financière qui a secoué le monde et qui a montré toute la fragilité de certaines économies qu'on croyait à l'abri de toutes les difficultés.

Ensuite, il cherche à améliorer la qualité de la production et des services ainsi que dans l'organisation. Dans ce cas, nombre d'améliorations et d'actions ne sont pas comptabilisées (ou comptabilisées comme des dépenses), étant destinées à produire dans un futur plus ou moins éloigné. Dans cette dernière vision, on n'hésite pas à tout préparer pour les générations futures.

Cet élément qualitatif et générationnel, rend difficile la confection des indicateurs économiques, aptes à traduire en même temps l'image de la réalité et de la société projetée. Il complique encore plus le problème, puisqu'une amélioration est différemment interprétée dans le temps et cela ne permet pas la comparaison entre les pays dans leurs différentes époques.

Certaines approches restent tout de même timides et imprécises malgré leur large utilisation. Ainsi en est-il de l'IDH (indice du développement

humain) qui est un indicateur synthétique ; il veut donner l'idée d'un développement atteint par l'homme dans chaque pays. Il cumule l'espérance de vie, l'éducation, la liberté, de ce fait, il donne une idée meilleure sur la vie du citoyen dans son pays. Le problème est qu'étant un indicateur synthétique, son calcul est contesté sur divers points.

Les indicateurs sur l'état de la nature (degré de pollution de l'air, des rivières) sont très instructifs mais par leurs informations techniques et leurs rapides changements à cause du climat, ne leur assurent pas toute la fiabilité.

Enfin, spécialement pour les pays sous développés, exportateurs du pétrole, il serait indiqué de calculer le taux de dépendance du pays à l'égard du pétrole : recette pétrolière sur exportation du pays.

On peut aussi calculer cette dépendance selon : énergie pétrolière sur consommation totale de l'énergie.

Pour compléter cette énumération, il est utile de calculer le taux de couverture alimentaire du pays en procédant ; stock en céréales sur consommation mensuelle du pays. La nourriture est si importante qu'elle est, à notre sens, la condition vitale pour l'homme et donc pour le développement économique car dans le développement durable, il n'est plus fait de séparation entre l'homme et le développement.

Conclusion

La notion de développement durable est en train d'acquiescer sa maturité dans la recherche malgré son apparition assez récente. Issue d'une contestation des modèles de développement en vigueur, elle s'établit dans la construction d'une autre vision de l'économie et du temps. L'homme retrouva sa vraie place puisqu'il ne sera plus dissocié de son biotope qu'il voit en constante dégradation et de son avenir qu'il voit d'une manière pessimiste.

Les nombreuses crises économiques ont enseigné à l'homme qu'il faut se méfier de quelques réussites spectaculaires qui aboutissent à des périodes de dépression et de misère. Pourtant, il a cherché toujours la stabilité pour vivre longtemps sur cette terre et léguer la richesse à sa descendance. Le développement durable reprend tous ces préoccupations, en vue de garantir l'abondance d'une manière durable et régulière. On comprend que la notion est tellement riche de sens qu'elle nécessite une analyse plus complexe pour cerner toutes les variables qui la composent. Nous avons conscience d'avoir omis un grand nombre de ses aspects mais dans notre courte intervention, nous devons montrer surtout si ce développement durable est possible. Nous répondrons par l'affirmative tout en mentionnant tous les retards qu'il est en train de prendre, à cause des nombreuses résistances. Ces dernières viennent

essentiellement de cette impatience de profiter des fruits du développement dans l'immédiat combien même il y aura la ruine dans le futur.

Bibliographie

- Leslie J.- «The end of the world» Routledge, London 1996
- Patr Rud O. - «Business Intelligence Success Factors » Wiley New Jersey 2009
- Booth K. -«Théory of world security», Cambridge Press University, New York 2007
- Strange T. et Bayley A. - «Le développement durable», OCDE Paris 2008
- Van Duyssen. J.C et Jumel S. - «Le développement durable» L'Harmattan, Paris 2008
- Lazzeri Y.- «Le développement durable» L'Harmattan, Paris 2008
- Weiland E. - «Achats et développement durable» L'Harmattan Paris 2009
- Baudin M. - «Le développement durable: nouvelle idéologie du XXI ème siècle?» L'Harmattan Paris 2009